

**Comité d'experts sur la protection du journalisme
et la sécurité des journalistes
(MSI-JO)**



**MSI-JO(2014)03
10 mars 2014**

**1ère réunion, 3-4 mars 2014
(Strasbourg, Agora, Salle G05)**

Rapport de réunion

1. Le Comité d'experts sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes (MSI-JO) s'est réuni à Strasbourg les 3 et 4 mars 2014. Mme Onur Andreotti, administratrice, Division Médias, Direction générale Droits de l'homme et État de droit, ouvre la réunion.
2. Le MSI-JO élit à l'unanimité Mme Françoise Tulkens à la présidence et M. Trond Idaas à la vice-présidence et désigne Mme Małgorzata Pek rapporteure sur l'égalité entre les femmes et les hommes.
3. La réunion est ensuite présidée par Mme Françoise Tulkens. Le Comité adopte l'ordre du jour (annexe I).

Pendant la réunion, le MSI-JO prend les décisions suivantes :

Il prend note du [Mandat](#) et de la [Résolution CM/Res\(2011\) 24](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail.

Après la communication d'informations par le Secrétariat, il note et étudie le débat thématique 2012 du Comité des Ministres : « Sécurité des journalistes », [SG/Inf\(2012\)6](#) : Document de réflexion présenté par le Secrétaire Général ; et le débat thématique 2013 du Comité des Ministres : « Sécurité des journalistes – Mesures à prendre pour améliorer la mise en œuvre des normes en matière de droits de l'homme », [SG/Inf\(2013\)42](#) : Document de réflexion présenté par le Secrétaire général et [SG/Inf\(2014\)2](#) : Propositions de suivi.

Après la communication d'informations par William Horsley, le MSI-JO note et étudie les deux documents récents des Nations Unies sur la sécurité des journalistes :



UNGA_Resolution_on
_the_Safety_of_Jour



G1315319.pdf

Méthodes de travail et calendrier

Le premier jour de la réunion, le MSI-JO étudie en détail le projet de structure proposé pour la recommandation. Il sélectionne M. Tarlach McGonagle et le nomme rapporteur. Le MSI-JO décide que le rapporteur travaillera sur une ébauche de cadre en collaboration étroite avec la présidente, le vice-président et le secrétariat.

Structure des textes à produire

Le MSI-JO note et étudie le document [CDMSI\(2013\)007rev5](#) : Projet de déclaration du Comité des Ministres sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et des autres acteurs des médias et du document [CDMSI\(2012\)011rev2](#) : document du Secrétariat sur la protection des journalistes / du journalisme, approuvé par le CDMSI. Il étudie en détail ce dernier document et décide qu'une approche harmonisée devrait être adoptée concernant les deux documents.

Le deuxième jour, le rapporteur présente et explique l'ébauche de cadre, à savoir une proposition de structure pour la recommandation à préparer (annexe III), faisant l'objet de discussions approfondies. Le MSI-JO décide que le rapporteur tiendra compte des discussions dans les deux documents de travail à soumettre en temps utile en amont de la prochaine réunion.

Coopération avec d'autres organisations internationales (UE, Nations Unies, OSCE)

Le MSI-JO prend note des informations fournies par les représentants de l'UE et de l'OSCE, M. Maciej Tomaszewski, DG-CONNECT, et Mme Deniz Yazici, Bureau du Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias.

En se fondant sur les informations communiquées par le Secrétariat, le MSI-JO prend acte et traite de la note conceptuelle de l'UNESCO concernant un projet de recherche sur la sécurité des journalistes comme indicateur potentiel de bonne gouvernance, de démocratie et de développement. Il trouve l'approche innovante, fait part de son intérêt pour ces travaux et souligne que les recherches de ce type peuvent être à la fois utiles et pertinentes pour les travaux du MSI-JO si elles couvrent également les pays européens. Des doutes sont émis sur la faisabilité des recherches dans les délais et le budget proposés.

Divers

Le MSI-JO tient un échange de vues avec M. Kristian Bartholin, co-secrétaire du CODEXTER, et décide qu'il est souhaitable de mettre en place un échange d'informations régulier et une éventuelle coopération.

Le MSI-JO prend note des informations communiquées par Mme Kristine Licis, représentante du Comité directeur des droits de l'homme (CDDH), ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, et se dit favorable à une coopération future.

Le MSI-JO prend note des informations communiquées par le Secrétariat concernant la coopération ad hoc entre le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales, ainsi que la « Task Force » sur la liberté d'expression et les médias établi en 2012, dont l'action est coordonnée par la Division Médias.

Le MSI-JO décide de tenir sa prochaine réunion à Strasbourg les 6 et 7 octobre 2014.

Le MSI-JO décide que le Secrétariat élaborera un projet de rapport de réunion à adresser à la présidence et à la vice-présidence pour examen. Le Secrétariat enverra ensuite le projet de rapport au MSI-JO, avec un délai de cinq jours ouvrables complets en vue de recueillir les commentaires. En l'absence de commentaires dans ce délai, le rapport sera considéré comme adopté par le MSI-JO et transmis au CDMSI.

Le MSI-JO estime qu'il n'est pas nécessaire de faire la distinction entre un rapport abrégé et un rapport intégral, du fait que la progression de ses travaux se reflétera dans le projet de recommandation à produire. Il invite par conséquent le CDMSI à étudier le rapport tel que soumis et s'accorde sur le fait que les prochains rapports de réunion seront soumis selon la même procédure et dans le même format.

Annexe I : Liste des participants

Annexe II : Ordre du jour annoté

Annexe III : Proposition de structure pour le projet de recommandation, présentée par Tarlach McGonagle et acceptée par le groupe

Annexe I : Liste des participants

Committee of experts on protection of journalism and safety of journalists (MSI-JO)

Comité d'experts sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes (MSI-JO)

COMMITTEE MEMBERS

MEMBRES DU COMITE

Representatives of Member States

Représentants des Etats membres

Bulgaria

Ms Hristina Dobрева
Senior Expert, Information Technology and e-Governance Directorate
Ministry of Transport, Information Technology and Communications

Bulgaria

*Mme Hristina Dobрева
Expert, Direction des technologies de l'information et de l'e-gouvernance
Ministère des transports, des technologies de l'information et de la communication*

France

Mr Jérôme Bouvier
Ombudsman for the Radio France radio channels

France

*M. Jérôme Bouvier
Médiateur des radios de Radio France*

Georgia

Ms Irine Bartaia
Deputy Director
Department of International Law
Ministry of Foreign Affairs

Géorgie

*Mme Irine Bartaia
Directeur adjoint
Service des Droits Internationaux
Ministère des Affaires Etrangères*

Italy

Ms Elda Brogi
Scientific Coordinator Centre for Media Pluralism and Media Freedom
Robert Schuman Centre for Advanced Studies
European University Institute

Italie

*Mme Elda Brogi
Coordinatrice scientifique, Centre pour la pluralité des médias et la liberté des médias
Centre Robert Schuman d'études supérieures
Institut universitaire européen*

Ireland

Dr Tarlach McGonagle (Rapporteur)
Institute for Information Law (IVIIR)
University of Amsterdam

Irlande

Dr Tarlach McGonagle (Rapporteur)
*Institut du droit de l'Information (IVIIR)
Université d'Amsterdam*

The Netherlands

Mr Nol Reijnders
Senior Adviser
Department for Media and Creative Industry
Ministry of Education, Culture and Science

Pays-Bas

*M. Nol Reijnders
Conseiller, Service des médias et de l'industrie créative
Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences*

Norway

Mr Trond Idaas (vice-Chair)
Special advisor for the Norwegian Union of Journalists on safety and trauma

Norvège

M. Trond Idaas (vice-Président)
Conseiller spécial pour l'Union norvégienne des journalistes sur la sécurité et les traumatismes

Poland

**Ms Małgorzata Pek
(gender equality Rapporteur)**
Director of Legal Department
National Broadcasting Council of Poland

Russian Federation

Mr Arseny Nedyak
Deputy Director
Department of State Policy in the field of Mass
Media
Ministry of Communications and Mass Media

Represented by :

Mr Alexander Surikov
Deputy Director
Department of Information and Press
Ministry of Foreign Affairs

Serbia

Ms Gordana Predić
State Secretary
Ministry of Culture and Information

“The former Yugoslav Republic of Macedonia”

Ms Vesna Poposka
Head of International Public Relations
Department
Government of the Republic

Independent experts**Mr William Horsley**

Media Freedom Representative
Association of European Journalists (AEJ)

Ms Françoise Tulkens (Chair)

Former Judge, and
Former Vice-President of the
European Court of Human Rights

Pologne

**Mme Małgorzata Pek
(Rapporteuse égalité hommes-femmes)**
Directrice du service juridique
Conseil national de radiodiffusion de Pologne

Fédération de Russie

M. Arseny Nedyak
Directeur adjoint, Service des politiques
nationales dans le domaine des médias de
masse, Ministère de la communication et des
médias de masse

Représenté par:

M. Alexander Surikov
Directeur adjoint
Département de l'information et de la presse
Ministère des affaires étrangères

Serbie

Mme Gordana Predić
Secrétaire d'Etat
Ministère de la culture et de l'information

«Ex-République yougoslave de Macédoine»

Mme Vesna Poposka
Chef du service des relations publiques
internat.
Gouvernement de la République

Experts indépendants**M. William Horsley**

Représentant pour la liberté des médias
Association des journalistes européens (AEJ)

Mme Françoise Tulkens (Présidente)

Ancienne Juge, et
Ancienne vice-Présidente de la Cour
Européenne des Droits de l'Homme

PARTICIPANTS AND OBSERVERS**European Commission**

Mr Maciej Tomaszewski
DG-CONNECT
(Unit G1 on Converging Media)

OSCE

Ms Deniz Yazici
Office of the OSCE Representative on
Freedom of the Media

PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS**Commission Européenne**

M. Maciej Tomaszewski
DG-Connect
(Unité G1 sur la convergence des médias)

OSCE

Mme Deniz Yazici
Bureau de la Représentante de l'OSCE pour la
liberté des médias

UNESCO

Mr Guy Berger *Apologised*
 Director, Division of Freedom of Expression
 and Media Development

UNESCO

M. Guy Berger *Excusé*
 Directeur, Division pour la liberté d'expression
 et le développement des médias

Reporters without borders

Mr Paul Coppin
 Coordinator of the legal committee

Reporters sans frontières

M. Paul Coppin
 Coordinateur du comité juridique

Permanent Representation of Armenia to the Council of Europe

Ms Elen Harutyunyan
 Deputy to the Permanent Representative

Représentation permanente de l'Arménie auprès du Conseil de l'Europe

Mme Elen Harutyunyan
 Adjointe au Représentant Permanent

Permanent Representation of Serbia to the Council of Europe

Mr Ratomir Milikic
 Deputy Permanent Representative

Représentation permanente de la Serbie auprès du Conseil de l'Europe

M. Ratomir Milikic
 Représentant Permanent adjoint

Permanent Representation of Sweden to the Council of Europe

Ms Louise Floman
 Trainee

Représentation permanente de la Suède auprès du Conseil de l'Europe

Mlle Louise Floman
 Stagiaire

Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe

Dr Bayram Turgut (Judge)
 Counsellor of the Permanent Representation

Représentation Permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

Dr Bayram Turgut (Juge), Conseiller auprès de la Représentation permanente

Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe

Mr Santiago Onate Laborde
 Permanent Observer

Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

M. Santiago Onate Laborde
 Observateur permanent

Parliamentary Assembly / Council of Europe**Committee on Culture, Science, Education and Media**

Mr Rüdiger Dossow
 Committee Secretary

Assemblée Parlementaire / Conseil de l'Europe**Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias**

M. Rüdiger Dossow
 Secrétaire de Commission

Steering Committee for Human Rights (CDDH) Council of Europe

Ms Kristine Licis
 Ministry of Foreign Affairs of Latvia

Comité Directeur pour les Droits de l'Homme (CDDH) Conseil de l'Europe

Mme Kristine Licis
 Ministère des Affaires Etrangères de Lettonie

**Directorate General
Human Rights and Rule of Law
Council of Europe**
Mr Kristian Bartholin
Deputy Head of Terrorism Division
Co-Secretary to CODEXTER

**Direction Générale
Droits de l'Homme et Etat de Droit
Conseil de l'Europe**
M. Kristian Bartholin
Chef adjoint de la Division Terrorisme
Co-Secrétaire du CODEXTER

SECRETARIAT

SECRETARIAT

Ms Silvia Grundmann
Head of Media Division
Information Society Department (CoE)

Mme Silvia Grundmann
Chef de la Division Médias
Service de la Société de l'Information (CdE)

Ms Onur Andreotti
Administrator, Media Division
Information Society Department (CoE)

Mme Onur Andreotti
Administratrice, Division Médias
Service de la Société de l'Information (CdE)

Ms Julia Whitham
Assistant, Media Division
Information Society Department (CoE)

Mme Julia Whitham
Assistante, Division Médias
Service de la Société de l'Information (CdE)

Ms Elisabeth Maetz
Assistant, Media Division
Information Society Department (CoE)

Mme Elisabeth Maetz
Assistante, Division Médias,
Service de la Société de l'Information (CdE)

INTERPRETERS

INTERPRETES

Ms Amanda Beddows

Mme Amanda Beddows

Ms Gillian Waknehut

Mme Gillian Waknehut

Ms Katia Di Stefano

Mme Katia Di Stefano

Mr Jean-Jacques Pedussaud

M. Jean-Jacques Pedussaud

Annexe II : Ordre du jour annoté

1. Ouverture de la réunion par Mme Onur Andreotti, Administratrice, Division des Médias, Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit.
2. Election de la Présidente (Mme Françoise TULKENS) et du vice-Président (M. Trond IDAAS) et désignation du rapporteur égalité entre les femmes et les hommes (Mme Małgorzata Pek)
 - [Mandat](#)
 - [Résolution CM/Res\(2011\) 24](#) concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
3. Adoption de l'ordre de jour
4. Informations par le Secrétariat
 - Débat thématique 2012 : « Sécurité des journalistes »
 - [SG/Inf\(2012\)6](#) : Document de réflexion présenté par le Secrétaire Général
 - Débat thématique 2013 : « Sécurité des journalistes – Mesures à prendre pour améliorer la mise en œuvre des normes en matière de droits de l'homme »
 - [SG/Inf\(2013\)42](#) : Document de réflexion présenté par le Secrétaire Général
 - [SG/Inf\(2014\)2](#) : Propositions de suivi
5. Méthodes de travail et calendrier
6. Structure des textes à produire
 - [CDMSI\(2013\)007Rev5](#) : Projet de Déclaration du Comité des Ministres sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et des autres acteurs des médias
 - [CDMSI\(2012\)011Rev2](#) : Document du Secrétariat sur la protection des Journalistes /du journalisme, endossé par le CDMSI
7. Coopération avec d'autres organismes internationaux (UE, ONU, OSCE)
8. Divers
9. Dates des prochaines réunions

Annexe III : Proposition de structure pour le projet de recommandation, présentée par Tarlach McGonagle et acceptée par le groupe [MSI-JO (2014)02]

**MSI-JO – GRANDES LIGNES PROPOSEES POUR LE PROJET DE RECOMMANDATION
SUR LA PROTECTION DU JOURNALISME ET LA SECURITE DES JOURNALISTES
ET D'AUTRES ACTEURS DES MEDIAS
(4 mars 2014)**

Préambule

- Panorama des initiatives et principes internationaux pertinents (en particulier ceux du Conseil de l'Europe)

I. Environnement porteur

Principes d'interprétation

- Liberté d'expression pour tous
- Approche holistique de l'article 10, CEDH, dans le contexte de la CEDH
- Instrument doctrinal vivant (croissance organique)
- Doctrine concrète et effective (technologie et caractéristiques/situations spécifiques) : fond et recours
- Doctrine d'obligations positives (droit procédural ; droit substantif)

Caractéristiques essentielles

- Sûreté, sécurité, protection
- Écosystème médiatique (juridique, politique, socioculturel, économique, technologique, etc.)
- Sans crainte
- Non-discrimination ; non-exclusion
- Pluralisme

II. Sûreté, sécurité, protection

- Intégrité physique
- Liberté
- Sécurité (physique, opérationnelle, économique et éléments de communication)
- Impunité
- Obligations de l'État

III. Contribution au débat public

- Diffusion de l'information et des idées (à grande échelle)
- Contribution aux processus de formation de l'opinion
- Fonction de surveillance
- Mise à disposition d'espaces pour le débat public

IV. Effet dissuasif

- (Mauvaise) Utilisation de différents types de législation pour empêcher la contribution au débat public (diffamation, antiterrorisme, sécurité nationale, discours de haine, etc.) – réelle ou potentielle
- Intimidation de toutes sources (judiciaire, politique, religieuse, économique, criminelle, etc.)
- Contrôle et surveillance illégaux
- (Schémas de) Violence, menaces, impunité
- Incapacité à honorer les obligations (internationales)

Recommandations (concrètes)

- Différentiation : niveaux, acteurs ; (non) juridique, etc.

Annexes

- Compilation de bonnes pratiques
- Compilation d'instruments et de jurisprudence internationaux pertinents